

Quand la justice spatiale fait trembler la ville néolibérale. Le double mouvement tellurique et social dans le Chili d'après le tremblement de terre du 27 février 2010

Claudio Pulgar Pinaud

▶ **To cite this version:**

Claudio Pulgar Pinaud. Quand la justice spatiale fait trembler la ville néolibérale. Le double mouvement tellurique et social dans le Chili d'après le tremblement de terre du 27 février 2010. Justice spatiale = Spatial justice, 2014, Ville, néolibéralisation et justice, 6, http://www.jssj.org/article/quand-la-justice-spatiale-fait-trembler-la-ville-neoliberale-le-double-mouvement-tellurique-et-social-dans-le-chili-dapres-le-tremblement-de-terre-du-27-fevrier-2010/. halshs-01512539

HAL Id: halshs-01512539
https://shs.hal.science/halshs-01512539

Submitted on 23 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

6/2014

Quand la justice spatiale fait trembler la ville néolibérale. Le double mouvement tellurique et social dans le Chili d'après le tremblement de terre du 27 février 2010.

Claudio Pulgar Pinaud
EHESS-Paris / Université du Chili- Institut du logement INVI

Résumé
Cet article propose d'analyser les formes de production de la ville, dans un contexte de profonde néolibéralisation, et en particulier le rôle des acteurs sociaux organisés, des mouvements sociaux urbains et les différentes actions de résistance et résilience dans une période post-désastre. En se centrant sur les deux dernières années de mobilisations (2011-2012) et en abordant la dimension spatiale de l'action collective, l'action de deux mouvements qui sont devenus les principaux acteurs du processus social ressort : la Fédération Nationale de *Pobladores* (FENAPO) et le Mouvement National pour la Reconstruction Juste (MNRJ). Depuis 1975, on observe au Chili l'installation d'un modèle néolibéral très profond, avec des impacts visibles sur les villes ainsi que sur l'action publique et les acteurs sociaux. Nous partons de l'analyse de la ville néolibérale, y compris les politiques urbaines et de logement des dernières décennies, pour comprendre la continuité dans la politique de reconstruction après le séisme de 2010. Dans ce cadre, nous faisons l'hypothèse que le séisme a servi de détonateur aux mouvements sociaux urbains en recomposition, dans un contexte de néolibéralisme avancé. Nous examinerons le processus de mobilisation et de résistance en insistant sur la dimension spatiale de l'action collective et en prenant l'exemple de deux mouvements de *pobladores* au niveau national.

Mots clés : Mouvements sociaux urbains, ville néolibérale, reconstruction, justice spatiale et droit à la ville.

Cet article propose d'analyser, dans un contexte de profonde néolibéralisation, les formes de production de la ville et plus particulièrement le rôle des acteurs sociaux organisés, des mouvements sociaux urbains et les différentes actions de résistance et résilience dans une période de post-désastre. En portant l'attention sur les deux dernières années de mobilisations (2011-2012) et en abordant la dimension spatiale de l'action collective, l'action de deux mouvements qui sont devenus les principaux acteurs du processus social ressort : la Fédération Nationale de *Pobladores*[1] (FENAPO) et le Mouvement National pour la Reconstruction Juste (MNRJ).

Depuis 1975, au Chili, le modèle néolibéral s'ancre profondément dans la société avec des impacts visibles sur les villes ainsi que sur l'action publique et les acteurs sociaux. Notre point de départ est l'analyse de la ville néolibérale, y compris les politiques urbaines et de logement des dernières décennies, pour appréhender la

[1] *Poblador(es)*: Habitants d'une *población*. En Amérique latine et surtout au Chili, ce terme a une connotation sociale et souvent politique que le mot "habitant" n'a pas. *Pobladores* se réfère donc à des collectifs vivant dans des quartiers populaires et qui luttent pour un espace, pour leur quartier, leur rue, et leur droit à la ville. L'identité du sujet *poblador* est très liée à l'histoire de la production de l'espace.

politique de reconstruction après le séisme de 2010. Nous faisons l'hypothèse que le séisme a servi de détonateur aux mouvements sociaux urbains en recomposition, dans un contexte de néolibéralisme avancé. Nous examinerons le processus de mobilisation et de résistance en insistant sur la dimension spatiale de l'action collective et en prenant l'exemple de deux mouvements de *pobladores* au niveau national. Ce processus peut être appréhendé comme une illustration des résistances des mouvements sociaux et d'émergence de contre-modèles de la ville post-néolibérale juste.

Les situations de désastres socio-naturels sont très souvent analysées à travers le concept de résilience. Notre proposition ici est de soumettre cette approche à la discussion et de la compléter par la notion de résistance, à partir des actions, mobilisations, propositions et projets émancipatoires des mouvements de *pobladores* surgis à partir du tremblement de terre de 2010.

Nous proposons dans cet article d'analyser les actions de ces mouvements à partir du cadre de la justice spatiale et de discuter du conflit latent entre l'approche en termes de justice distributive et en termes de justice procédurale. La justice distributive met l'accent sur les résultats de la structure sociale et institutionnelle qui détermine des modèles distributifs, que ce soit en termes de biens, de revenus, de ressources, ou de positions. Quant à l'action des mouvements sociaux, elle s'inscrit dans le cadre de la justice spatiale procédurale. Ces mouvements, par leur résilience et leurs résistances, ont produit socialement et quotidiennement une autre ville, par des processus d'autogestion. En même temps, ils relèvent des politiques publiques (tout en les subvertissant) et pénètrent les institutions, en intervenant dans le champ de la justice distributive. Ainsi, ils ne délaissent aucun des deux champs de la justice spatiale. Nous voyons ici à l'œuvre la dialectique de la justice spatiale, dans le sens où le social produit le spatial et le spatial reproduit le social. Les propositions de Lefebvre, à propos de la production sociale de l'espace (Lefebvre, 1974), demeurent pertinentes et nous pouvons les opposer aux effets de près de quarante ans de néolibéralisme, en utilisant la perspective de la justice spatiale comme grille d'analyse.

La méthode proposée pour mener à bien cette analyse est l'observation participante, réalisée au cours d'un travail de terrain entre 2008 et 2012. De plus, nous avons utilisé différentes sources d'information : l'actualité (presse et réseaux sociaux) et la littérature scientifique, ainsi que des documents produits par les acteurs sociaux eux-mêmes.

1- La justice spatiale fait trembler la ville néolibérale

Le contexte

Le Chili est un pays constamment frappé par des catastrophes naturelles (séismes, tsunamis, incendies, inondations, éruptions volcaniques, etc.) dues à sa « géographie du risque » (Musset, 2009). Cette caractéristique rend les secteurs les plus exclus de la société encore plus vulnérables. Cela constitue un grand défi pour les politiques publiques urbaines et de logement, à cause des inévitables processus de

reconstruction qui font suite aux désastres et du travail indispensable de prévention et de mitigation par ces politiques. Les séismes au Chili ont été des opportunités pour créer de nouvelles politiques publiques, de nouvelles normes, voire de nouvelles institutions ; ils ont été des moteurs du processus de développement.

Le processus de reconstruction a ainsi été considéré comme une opportunité pour le développement. Se pose alors la question suivante : une opportunité pour quoi et pour qui ? On peut répondre à cette question en suivant la proposition de Lefebvre de « production sociale de l'espace », qui considère la ville comme un lieu de conflit, en la complétant par l'analyse de García Acosta sur la « construction sociale du risque» (García Acosta, 2005).

Ces éléments nous permettent de mieux comprendre le contexte du Chili néolibéral face au tremblement de terre et au tsunami de 2010 dans une « perspective de vulnérabilité, en raison du rôle central joué par celle-ci et particulièrement par ses dimensions économiques et politiques dans le processus de catastrophe» (Oliver-Smith, 2002). Au Chili, le processus d'installation et d'enracinement du néolibéralisme et ses résultats socio-économiques ont agi comme un stimulateur synergique des effets de la catastrophe. On peut parler de "synergies de vulnérabilité" : « Les modèles sociaux et économiques adoptés ont généré des risques de catastrophe qui, associés à l'augmentation des vulnérabilités particulièrement notable dans certaines régions du monde, ont amplifié de façon exponentielle les effets des menaces naturelles » (García Acosta, 2005).

Le tremblement de terre du 27 février 2010 a affecté tout le centre sud du pays, entre les villes de Santiago et de Concepción, c'est-à-dire la zone qui concentre la majeure partie et la plus forte densité de population du pays. En plus des nombreux dommages humains et matériels, le séisme a donné lieu à une série de conflits sociaux dus au processus de reconstruction dans les différents territoires affectés. On peut analyser ces conflits comme une crise-opportunité et un moteur-mobilisateur de l'organisation sociale et du capital.

Ainsi, le séisme de 2010 a agi comme un révélateur de la société chilienne. Il a mis en évidence les inégalités et les injustices spatiales construites au cours des quarante dernières années et a révélé le rôle prépondérant des acteurs sociaux, en particulier du mouvement de *pobladores*, dans leurs processus d'organisation et de résistance. Le séisme a donc accéléré les processus sociaux dans un Chili qui semblait assoupi après dix-sept ans de dictature[2], puis vingt ans d'une interminable transition vers la démocratie[3]. Depuis 2010, la citoyenneté s'est réveillée. Le processus à la fois tellurique et social qui a commencé le 27 février 2010 n'a fait que s'accélérer de jour

[2] Pinochet gouverna le Chili pendant 17 dix-sept ans, du coup d'État du 11 septembre 1973 jusqu'au 11 mars 1990.

[3] De 1990-2010, quatre gouvernements ont été démocratiquement élus, issus de partis de centre gauche regroupés en un bloc appelé « *Concertación de partidos por la democracia* », Concertation des partis pour la démocratie.

en jour : d'abord avec la solidarité[4] et l'aide mutuelle face à la catastrophe, puis avec le fait que le tremblement de terre et le tsunami ont révélé les inégalités de la société chilienne, tout en permettant aux gens de se réunir pour s'organiser.

Les séismes se produisent à cause d'une accumulation invisible, constante et souterraine de forces telluriques qui, à un moment donné, explosent. On pourrait comparer ce phénomène au processus social chilien : des années d'accumulation de frustration, d'inégalités et d'exclusion ont fini par exploser sous la forme d'un séisme social qui secoue aujourd'hui le pays pour exiger plus d'égalité, de droits, et finalement de justice. Nous choisissons de qualifier ce processus de double mouvement tellurique et social.

Résiliences ou résistances. S'adapter ou se battre ?

Ce processus social et, en particulier, le mouvement de *pobladores* postérieur au tremblement de terre de 2010, peuvent être compris du point de vue de la relation dialectique entre résilience et résistance. Le conflit que nous analysons ne concerne pas seulement les luttes "dans" la ville, mais aussi la lutte "pour" la ville. Ce conflit a lieu entre différents acteurs qui prétendent transformer ou maintenir les rapports de pouvoir en vue d'une hégémonie dans la production de la ville, et en conséquence dans la reproduction et l'accumulation de capital. La ville n'est pas un espace statique, mais est en évolution et fluidité permanentes. Elle constitue un véritable "mouvement" de différentes forces, antagonistes ou collaboratives en fonction du moment et des conditions.

Nous appréhendons le concept de résilience à partir de deux perspectives, tel que le propose García Acosta. La première est "comprise comme la capacité de changer ou de s'adapter pour faire face à l'inconnu d'une meilleure façon" (Douglas et Wildavsky, 1983:196). La deuxième est la capacité de s'adapter ou de changer, mais de changer "ce qui est connu et accepté" (Terrence McCabe, 2005: 23), le risque et le désastre faisant partie d'un environnement avec lequel on sait cohabiter. Nous complétons cette analyse par la perspective foucaldienne des rapports de pouvoir, où Foucault affirme que "là où il y a du pouvoir il y a de la résistance" (Foucault, 1980). Cette approche nous permet de constater l'existence d'une "société disciplinaire", constituée d'un réseau de dispositifs et d'appareils qui produisent et régulent aussi bien les coutumes que les habitudes et les pratiques sociales. Nous appréhendons la société disciplinaire dans la perspective de la ville néolibérale et du projet politique sous-jacent. En outre, nous étudions comment les résistances apparaissent dans le contexte d'un pouvoir vu comme un "réseau de relations", plutôt que comme un objet. Ce réseau de relations fut surtout constitué par la coalition public-privé installée depuis 1975 avec les ajustements structurels néolibéraux.

[4] Selon ce que nous avons pu observer, il y a eu beaucoup plus de démonstrations de solidarité directe et surtout d'aide mutuelle que de pillages, ou autres conduites antisociales minoritaires mais pourtant mises en avant par les médias.

Ainsi, si nous confrontons les concepts de résilience et de résistance, c'est surtout à partir de l'action des acteurs sociaux organisés, à savoir les mouvements de *pobladores* qui se sont mobilisés dans le cas qui nous intéresse. Dans la rhétorique officielle, aussi bien du gouvernement que des organismes internationaux comme l'ONU, les pauvres doivent être "résilients". Cependant, nous allons constater que plutôt que de simples résiliences, les processus d'action collective peuvent être aussi compris comme des résistances, à différents degrés, à un modèle idéologique, politique, économique, social et culturel. Les mouvements de *pobladores*, outre le fait qu'ils agissent de façon résiliente, en s'adaptant à la situation qui suit les désastres, commencent à produire des "pratiques de résistances", que nous allons mettre en rapport avec leur rôle dans la "production sociale de l'espace". En suivant Foucault, nous verrons que la résistance n'est ni réactive ni négative : c'est un processus de création et de transformation permanentes. Cependant, nous analysons également les formes de "réaction" face au désastre, en lien avec ce que nous qualifions de résilience.

Ville néolibérale au Chili

Le concept de ville néolibérale est important pour notre analyse de la construction de la vulnérabilité, ainsi que pour comprendre le rôle des acteurs sociaux et en particulier du mouvement des *pobladores*. Analysant les processus de vulnérabilités synergiques, dans un contexte de désastres socio-naturels accentué par des politiques néolibérales, nous nous concentrerons sur le cas de Santiago, la capitale du Chili, en tant que modèle de ville néolibérale. Ce processus de néolibéralisation a été reproduit dans d'autres villes et territoires du pays, « mais il y a peu de cas comme celui de Santiago, qui montrent aussi clairement ce qui se produit dans une ville et sur ses habitants lorsque les politiques néolibérales sont mises en œuvre » (Rodríguez, 2004: 4). Nous partons de l'idée que « le néolibéralisme n'est pas une idéologie du désengagement de l'Etat mais de la mobilisation de ce dernier dans un projet de généralisation des mécanismes marchands » (VVAA, 2012). A partir du modèle de destruction/création néolibérale proposé par Brenner et Theodore (2002), Rodríguez (2009) distingue quatre moments de destruction et création néolibérales dans la ville de Santiago :

1. La discipline : L'élimination et la désarticulation des organisations dans les quartiers populaires ont été effectuées pendant la dictature au moyen de la répression, de la suppression de l'espace politique traditionnel et de la création d'un climat général de terreur. Les organisations des *poblaciones*[5] ont disparu à cause de la désarticulation des partis politiques, du changement de nature de l'Etat et de la répression des dirigeants et militants des *poblaciones.* Quant à l'administration urbaine, les municipalités ont été noyautées par la nomination de maires délégués, le

[5] *Poblaciones*: terme utilisé au Chili pour désigner un quartier produit par des occupations de terrains, principalement celles des années 1950 et 1960, ou des terrains urbanisés de façon précaire. La majorité des processus d'urbanisation des *poblaciones* s'est faite grâce à ses habitants, les *pobladores*, et aux interventions des politiques publiques (Pulgar, 2011).

plus souvent des militaires. Les institutions en charge des questions urbaines ont été réorganisées et une nouvelle fonction de contrôle de la population a été confiée aux municipalités.

2. Le marché agit comme (dé)régulateur avec la création d'un marché foncier, l'élimination des limites urbaines, ainsi que la politique de logement d'Etat subsidiaire.

3. Un mélange entre la discipline et le marché : la régularisation foncière. A la différence d'autres processus similaires mis en œuvre en Amérique latine, définissant la régularisation foncière comme le transfert de propriété des terrains à leurs occupants précaires, à Santiago cela a signifié la rétrocession des terrains à leurs propriétaires précédents. A cette fin, les familles occupant les terrains occupés de manière irrégulière (les *tomas de terrenos*[6] et *campamentos*[7]) ont été déplacés vers des logements collectifs partiellement subventionnés à la périphérie de la ville (ou bien ils ont dû former de nouveaux *campamentos*, en périphérie). Ainsi, cette régularisation foncière fut bien plus qu'une solution donnée à des cas particuliers. Elle a constitué l'une des bases de la restructuration du marché foncier urbain. C'est ce qu'on a appelé le phénomène de la « vente de pauvres » avec le déplacement forcé de plus de 150 000 *pobladores* à la périphérie de Santiago (SUR, 1984).

4. La ville réorganisée (au niveau administratif) : La structure administrative et territoriale des municipalités préalablement en vigueur a disparu : Santiago, qui avait été divisée en quatorze communes, a été fractionnée en trente-deux unités territoriales. Les anciens territoires municipaux ont été modifiés et leurs limites redessinées. Ils ont été subdivisés, dans le but de parvenir à une homogénéité socio-économique permettant un meilleur fonctionnement administratif ainsi que le contrôle politique des habitants. La gestion des services publics tels que l'éducation et la santé a été partiellement transférée aux municipalités, comme étape d'un processus culminant avec la privatisation de ces services publics. Une nouvelle législation du travail a été édictée, réduisant la capacité de négociation des travailleurs. La privatisation de la sécurité sociale a par la suite permis la création de grands fonds d'investissement – les AFP, entités d'administration des fonds de pensions (*Administradoras de Fondos de Pensiones*) – qui ont aujourd'hui un rôle important sur le marché foncier urbain et l'extension de la ville. Ces fonds constituent la force motrice du développement immobilier dans la mesure où ils élargissent le marché de capitaux à long terme, permettant de financer l'achat de logements pour les ménages n'ayant pas de capacité d'endettement.

La politique urbaine néolibérale au Chili : segmentation et inégalités urbaines

« *Les politiques urbaines dépendent de situations spécifiques. A des périodes données, elles ont aussi des caractéristiques générales qui ne sont pas réductibles à une seule société. Les*

[6] "*Tomas de terreno*" : occupation illégale de terres pour auto-construire des maisons ou pour exercer une pression politique pour obtenir des logements.

[7] Bidonville organisé, issu d'une occupation illégale de terrain (*toma de terreno*) par un groupe de sans logis organisés dans un comité de "*sin casa*" (comité de sans-logis).

politiques correspondent à la transcription contingente des modèles de transformation, dans des situations et des périodes. A chaque modèle de développement correspond un modèle urbain : à chaque politique de développement correspond une politique urbaine » (Massiah, 2012 : 11).

L'intensité des réformes néolibérales au Chili est à mettre sur le compte de leur réalisation sous la main de fer d'une dictature féroce. Sabatini (2000) analyse la façon dont la réforme des marchés fonciers à Santiago a eu d'importants effets sur le prix des terres et sur la ségrégation résidentielle. Cette politique de libéralisation reposait sur trois principes centraux : le foncier urbain n'est pas une ressource limitée ; le marché est le mieux placé pour assigner des usages différents aux sols ; l'usage du sol doit être régi par des dispositions flexibles, définies en fonction des exigences du marché.

Apparente dans les documents officiels du MINVU[8] entre 1978 et 1981, la libéralisation des sols urbains, grâce à l'élimination des « limites urbaines » en 1979, cherchait - selon le discours officiel -, par l'intermédiaire du marché, à faire baisser les prix du foncier grâce à l'extension de l'offre. Mais l'effet a été inverse puisque les prix ont augmenté. La spéculation sur les terres, qu'une décision administrative incluait du jour au lendemain dans les limites urbaines, a été décisive dans l'évolution des prix. Les logements sociaux ont été progressivement éloignés des emplacements péricentraux vers l'extérieur de la ville, en raison de la spéculation, phénomène qui existe encore aujourd'hui.

Politique de logement dans le Chili néolibéral

Selon la thèse avancée par Gilbert (2003), la politique de logement au Chili n'a pas été imposée par le consensus de Washington. Au contraire, la radicalité néolibérale des technocrates chiliens, les Chicago Boys, est allée bien au-delà des politiques de Washington, pour faire du modèle chilien une référence copiée et diffusée par les organisations internationales. Gilbert explique qu'après le coup d'Etat, « le gouvernement militaire s'est immédiatement débarrassé du programme de logement socialiste, même s'il ne l'a remplacé par rien. Toutefois, en 1975, l'esquisse d'un nouveau modèle pour le logement prenait déjà forme. Le nouveau système serait guidé par le marché et serait intégré à des systèmes économiques et financiers bien plus compétitifs. Du côté de l'offre, le logement public ne serait plus commandité par l'Etat mais construit par le secteur privé, en fonction des signaux envoyés par le marché. Plutôt que d'avoir les promoteurs construisant sur commande du secteur public, ils seraient mis en concurrence pour produire ce qui correspond aux souhaits des consommateurs. L'Etat serait donc réduit à un rôle **«** subsidiaire » (Gilbert, 2003: 138).

Le système de logement subventionné, toujours d'actualité, a représenté un changement d'envergure puisqu'il a orienté la demande de ceux qui avaient besoin d'une aide vers le marché. En plus du nécessaire endettement des bénéficiaires, ce système a introduit l'idée du ciblage selon laquelle « le logement était un bien ne

[8] *Ministerio de Vivienda y Urbanismo*, Ministère du logement et de l'urbanisme.

pouvant être obtenu que grâce à l'effort individuel ; la subvention de l'Etat serait réservée aux plus nécessiteux, en guise de récompense pour leurs efforts » (Chambre chilienne du bâtiment, 1991: 90-91). Rodríguez et Sugranyes (2005) affirment que le logement subventionné au Chili ne constitue pas une politique de logement en tant que telle, mais plutôt et « en premier lieu un mécanisme financier de soutien au secteur privé de l'immobilier et du bâtiment ». En plein ajustement structurel des années 1980, la priorité pour l'Etat chilien était avant tout de stabiliser le secteur privé du bâtiment. Pour ce faire, la stratégie a consisté à privatiser tout le système de production de logement. La Chambre chilienne du bâtiment, une association patronale qui regroupe les plus grandes entreprises du bâtiment, a joué (et joue encore) un rôle essentiel dans la définition et la mise en œuvre de cette politique.

La construction massive de logements pour les pauvres – bien que de mauvaise qualité et situés en périphérie – a réussi à faire taire les revendications sociales pendant de nombreuses années. Sugranyes (2012) fait valoir qu'entre 1990 et 1997, le MINVU a réussi à « construire autant de logements que l'Allemagne après la IIème Guerre mondiale, atteignant un taux annuel tout à fait exceptionnel, de dix logements pour mille habitants. Ce niveau record a été maintenu pendant plusieurs années, permettant de loger en accession à la propriété la plupart des demandeurs des secteurs les plus pauvres ».

Les politiques publiques subsidiaires ont réussi durant les trente dernières années au Chili à convertir les pauvres – considérés comme marginaux, vulnérables, exclus – en simples bénéficiaires assistés (et non acteurs) des programmes sociaux, et objets-cibles (et non sujets) de la politique publique. Cependant, la politique de logement a généré une crise en créant des « ghettos » de pauvreté urbaine, zones de *pobladores* « avec abris » (Rodríguez, 2005) : « *Le monde de la marginalité est, de fait, construit par l'Etat, dans un processus d'intégration sociale et de mobilisation politique, en échange de biens et de services qu'il est le seul à pouvoir donner* » (Castells, 1986).

Cette politique de logement renvoie au concept d'aliénation, comprise comme résultant des politiques publiques et comme situation « *imposée dans toutes les facettes de la vie quotidienne de l'individu par des institutions et des organisations qui ne permettent pas leur participation dans l'approvisionnement en services* » (Ruipérez, 2006).

La politique de reconstruction : la même recette ?

Différents rapports (MNRJ, 2011a ; Rolnik, 2011 ; INDH, 2012 ; Mission ONU-HABITAT, 2010) élaborés après le tremblement de terre par des organisations de défense des droits de l'homme ont montré « l'idéologie de la reconstruction », sujet qui a également été abordé dans certains articles et même dans des reportages de presse. Dans « L'échec idéologique de la reconstruction », Peréz (2011) suggère que ce modèle (de reconstruction) se révèle comme une approche qui démantèle l'Etat, transférant ses pouvoirs vers des acteurs privés, considérés comme « brillants, puissants et prééminents ». Dans le processus de reconstruction, l'accent a été mis sur l'allocation des subventions, la simplification de la bureaucratie et la facilitation

de la participation du secteur privé, tandis que les victimes devaient être assignées à des logements de qualité très moyenne, ségrégés, éloignés de leur vie quotidienne et sociale, conçus comme solution d'urgence.

Ces différents éléments soulignent l'importance du rôle joué par les mouvements sociaux en général dans le Chili d'aujourd'hui, en particulier par le mouvement des *pobladores*, en résistance à un modèle hégémonique de développement.

2- Les mouvements sociaux et la lutte pour la ville, entre pouvoir et faire

Nous faisons l'hypothèse que le séisme a servi de détonateur aux mouvements sociaux urbains en recomposition, dans un contexte de néolibéralisme avancé. Nous examinerons le processus de mobilisation et de résistance en prenant en compte la dimension spatiale de l'action collective et en nous appuyant sur l'exemple des deux mouvements de *pobladores* au niveau national. On peut comprendre ce processus comme une illustration des « résistances des mouvements sociaux et de l'émergence de contre-modèles et de débats sur la ville post-néolibérale juste » pour reprendre l'appel à contribution de ce numéro.

Le mouvement de *pobladores* et son accélération après le séisme 2010-2012

La période récente - de 2010 jusqu'à 2012 - représente un point d'inflexion dans la société chilienne (ce processus est actuellement encore en cours), et au sein même du mouvement de *pobladores*, principalement pour trois raisons conjoncturelles :

1. Le changement de coalition gouvernementale : l'alternance du centre-gauche à la droite. En janvier 2010, lors du second tour de l'élection présidentielle, l'homme d'affaires Sebastian Piñera, candidat de la droite, l'emporte avec 51,61% des voix sur le candidat de la Concertation (la coalition qui a gouverné entre 1990 et 2010) Eduardo Frei. La passation de pouvoir a eu lieu le 11 mars 2010, peu de jours après le tremblement de terre du 27 février. La cérémonie a d'ailleurs été interrompue par une forte réplique, un deuxième séisme de 7,2 sur l'échelle de Richter ayant déclenché une alerte de tsunami. Ce mouvement tellurique annonçait ainsi symboliquement les années agitées qui viendraient. De plus, le changement de gouvernement est lié à une crise de représentation du duopole politique. Avec le nouveau gouvernement, les politiques néolibérales se sont maintenues, malgré quelques essais d'accélération et d'approfondissement du « modèle », par les mêmes acteurs qui l'avaient fondé dans les années 1980.
2. Le séisme et le tsunami du 27 février 2010. C'est le second séisme le plus fort enregistré à ce jour au Chili et le sixième plus fort dans l'histoire de l'humanité, depuis que nous avons les moyens de les recenser. C'est aussi le séisme qui a engendré le plus de dégâts : au moins un million de sinistrés, des dégâts estimés à 17% du PIB. C'est un véritable mouvement tellurique et social qui a mis le logement, la ville, et les *pobladores* mais surtout les inégalités et la vulnérabilité du pays sur le devant de la scène. Selon notre hypothèse, ce point est lié à la troisième raison, qui suit.

3. L'explosion en 2011 (Pulgar, 2012a) (et qui continue en 2013) d'un mouvement social plus ample qui est le plus « significatif des vingt dernières années» (Garcés, 2012), après le mouvement de résistance à la dictature dans les années 1980. Il s'agit avant tout d'un mouvement étudiant, mais aussi de citoyens, écologistes, mapuches, des régions (Magallanes, Aysén, Calama, Freirina), des *pobladores*, des minorités sexuelles, des féministes, des sinistrés du séisme de 2010, des travailleurs. Ceci est lié, selon notre hypothèse, aux deux points précédents et aux contradictions structurelles du « modèle ». Certains commentateurs ont récemment décrit cette période comme « la chute du modèle » (Mayol, 2012), tandis qu'un groupe important d'historiens sociaux la définit comme une « révolution anti-néolibérale» (VVAA, 2011). Il est important de souligner le développement territorial de ce mouvement social, dans lequel le mouvement de *pobladores* a joué un rôle décisif. Le slogan « Halte au profit[9] » inventé par le mouvement étudiant recoupe tous les mouvements, que ce soit dans le secteur du logement, de la ville, de la santé, de l'environnement, et en général des droits sociaux.

En plus de ces trois points, qui affectent la société chilienne dans son ensemble, d'autres processus structurels de plus longue date sont liés à la fois à l'installation des politiques néolibérales dans les années 1980, à un système politique à démocratie de « faible intensité », et aux conséquences en termes d'inégalités et d'exclusion, ce à quoi nous ajouterions la vulnérabilité face aux risques.

Le développement du mouvement de *pobladores* est lié à trois autres raisons :

1. La recomposition des mouvements citoyens et territoriaux des dix dernières années, et surtout depuis le séisme de 2010.
2. La crise du modèle de ville néolibérale, reflétée par les inégalités croissantes, l'exclusion et la vulnérabilité. Cela s'est accentué avec la crise de la politique de reconstruction, qui a suivi le modèle établi précédemment. Le déficit de logements, ainsi que la pauvreté (Soto, 2011), ont augmenté avec le tremblement de terre.
3. Le processus de reconstruction post-séisme est considéré comme une opportunité. Mais pour qui ? Est-ce une fois de plus une stratégie de choc pour mettre en œuvre de nouveaux processus d'accumulation par dépossession ou assiste-t-on au contraire à des résistances et des processus émancipatoires ?

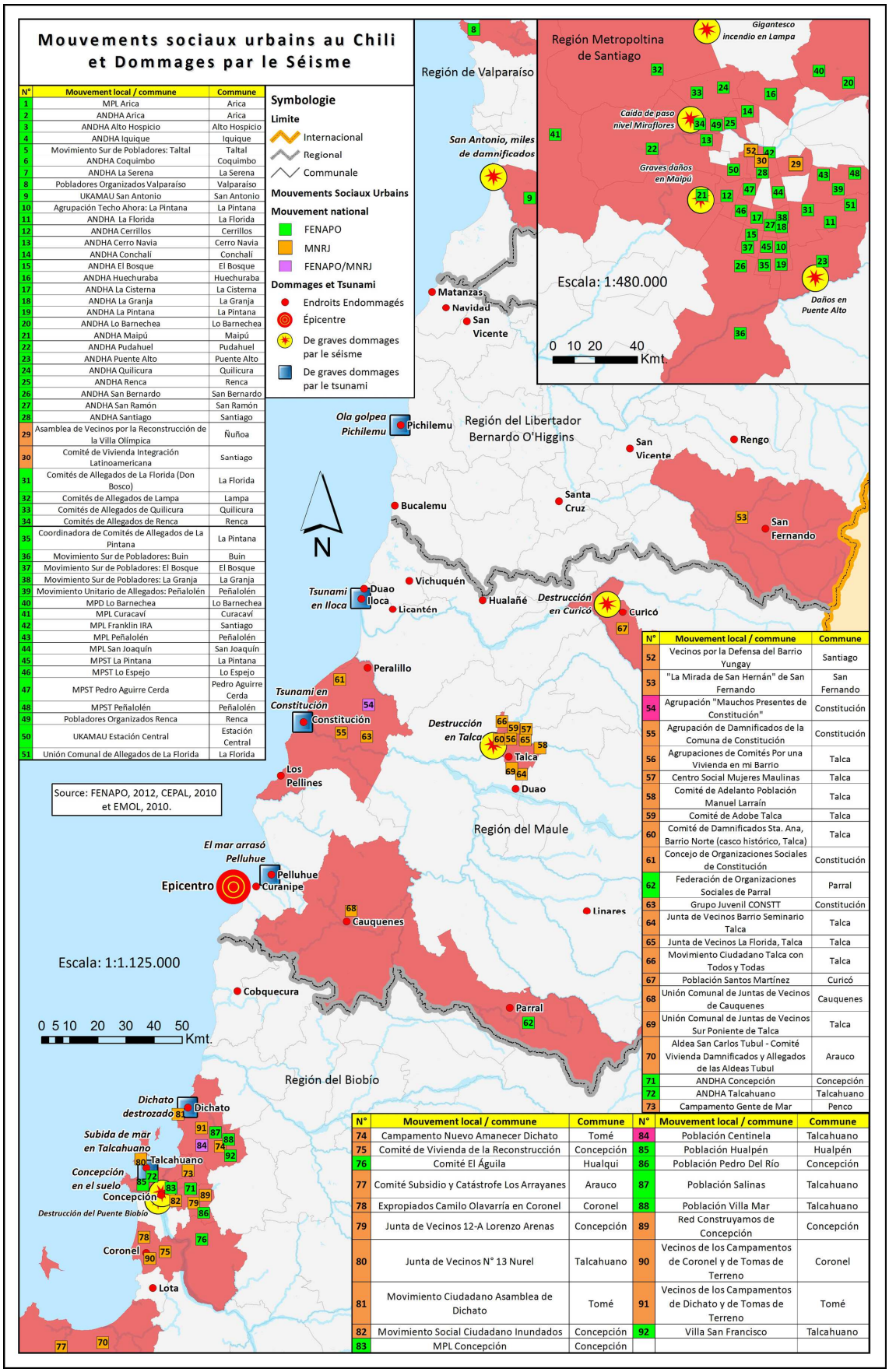
Dimension spatiale de l'action collective : la FENAPO et le MNRJ

Nous étudierons deux mouvements sociaux, d'une part parce qu'ils se distinguent par leur irruption soudaine et leur nouveauté, d'autre part en raison de leur articulation au niveau national et de leur aptitude à négocier et à faire des propositions dans différents domaines. Il s'agit de la Fédération Nationale de *Pobladores* (FENAPO) et du Mouvement National pour la Reconstruction Juste (MNRJ), les deux fonctionnant comme des fédérations de mouvements locaux.

[9] En espagnol: ¡No más lucro!

Après des années de désarticulation des organisations sociales et territoriales, nous assistons, ces dix dernières années, à la réapparition de celles-ci avec une certaine force. De nombreux mouvements nouveaux sont apparus, avec des caractéristiques diverses, que nous pouvons analyser à partir de leur origine, de leur dimension sociale, de leurs projets et de leurs évolutions. Comment lier les concepts de droit à la ville et de justice spatiale avec l'action de ces mouvements sociaux urbains au Chili ? Soja (2010) explique la différence entre les concepts de justice spatiale et de droit à la ville, le premier se présentant comme une approximation analytique qui peut « être opérationnelle » de manière diverse localement, alors que le droit à la ville peut être compris comme un horizon politique global commun qui articule différentes revendications.

Figure 1. Carte des mouvements sociaux urbains et dommages par le séisme/tsunami.



N°	Mouvement local / commune	Commune
1	MPL Arica	Arica
2	ANDHA Arica	Arica
3	ANDHA Alto Hospicio	Alto Hospicio
4	ANDHA Iquique	Iquique
5	Movimiento Sur de Pobladores: Taltal	Taltal
6	ANDHA Coquimbo	Coquimbo
7	ANDHA La Serena	La Serena
8	Pobladores Organizados Valparaíso	Valparaíso
9	UKAMAU San Antonio	San Antonio
10	Agrupación Techo Ahora: La Pintana	La Pintana
11	ANDHA La Florida	La Florida
12	ANDHA Cerrillos	Cerrillos
13	ANDHA Cerro Navia	Cerro Navia
14	ANDHA Conchalí	Conchalí
15	ANDHA El Bosque	El Bosque
16	ANDHA Huechuraba	Huechuraba
17	ANDHA La Cisterna	La Cisterna
18	ANDHA La Granja	La Granja
19	ANDHA La Pintana	La Pintana
20	ANDHA Lo Barnechea	Lo Barnechea
21	ANDHA Maipú	Maipú
22	ANDHA Pudahuel	Pudahuel
23	ANDHA Puente Alto	Puente Alto
24	ANDHA Quilicura	Quilicura
25	ANDHA Renca	Renca
26	ANDHA San Bernardo	San Bernardo
27	ANDHA San Ramón	San Ramón
28	ANDHA Santiago	Santiago
29	Asamblea de Vecinos por la Reconstrucción de la Villa Olímpica	Ñuñoa
30	Comité de Vivienda Integración Latinoamericana	Santiago
31	Comités de Allegados de La Florida (Don Bosco)	La Florida
32	Comités de Allegados de Lampa	Lampa
33	Comités de Allegados de Quilicura	Quilicura
34	Comités de Allegados de Renca	Renca
35	Coordinadora de Comités de Allegados de La Pintana	La Pintana
36	Movimiento Sur de Pobladores: Buin	Buin
37	Movimiento Sur de Pobladores: El Bosque	El Bosque
38	Movimiento Sur de Pobladores: La Granja	La Granja
39	Movimiento Unitario de Allegados: Peñalolén	Peñalolén
40	MPD Lo Barnechea	Lo Barnechea
41	MPL Curacaví	Curacaví
42	MPL Franklin IRA	Santiago
43	MPL Peñalolén	Peñalolén
44	MPL San Joaquín	San Joaquín
45	MPST La Pintana	La Pintana
46	MPST Lo Espejo	Lo Espejo
47	MPST Pedro Aguirre Cerda	Pedro Aguirre Cerda
48	MPST Peñalolén	Peñalolén
49	Pobladores Organizados Renca	Renca
50	UKAMAU Estación Central	Estación Central
51	Unión Comunal de Allegados de La Florida	La Florida

N°	Mouvement local / commune	Commune
52	Vecinos por la Defensa del Barrio Yungay	Santiago
53	"La Mirada de San Hernán" de San Fernando	San Fernando
54	Agrupación "Mauchos Presentes de Constitución"	Constitución
55	Agrupación de Damnificados de la Comuna de Constitución	Constitución
56	Agrupaciones de Comités Por una Vivienda en mi Barrio	Talca
57	Centro Social Mujeres Maulinas	Talca
58	Comité de Adelanto Población Manuel Larraín	Talca
59	Comité de Adobe Talca	Talca
60	Comité de Damnificados Sta. Ana, Barrio Norte (casco histórico, Talca)	Talca
61	Concejo de Organizaciones Sociales de Constitución	Constitución
62	Federación de Organizaciones Sociales de Parral	Parral
63	Grupo Juvenil CONSTT	Constitución
64	Junta de Vecinos Barrio Seminario Talca	Talca
65	Junta de Vecinos La Florida, Talca	Talca
66	Movimiento Ciudadano Talca con Todos y Todas	Talca
67	Población Santos Martínez	Curicó
68	Unión Comunal de Juntas de Vecinos de Cauquenes	Cauquenes
69	Unión Comunal de Juntas de Vecinos Sur Poniente de Talca	Talca
70	Aldea San Carlos Tubul - Comité Vivienda Damnificados y Allegados de las Aldeas Tubul	Arauco
71	ANDHA Concepción	Concepción
72	ANDHA Talcahuano	Talcahuano
73	Campamento Gente de Mar	Penco

N°	Mouvement local / commune	Commune	N°	Mouvement local / commune	Commune
74	Campamento Nuevo Amanecer Dichato	Tomé	84	Población Centinela	Talcahuano
75	Comité de Vivienda de la Reconstrucción	Concepción	85	Población Hualpén	Hualpén
76	Comité El Águila	Hualqui	86	Población Pedro Del Río	Concepción
77	Comité Subsidio y Catástrofe Los Arrayanes	Arauco	87	Población Salinas	Talcahuano
78	Expropiados Camilo Olavarría en Coronel	Coronel	88	Población Villa Mar	Talcahuano
79	Junta de Vecinos 12-A Lorenzo Arenas	Concepción	89	Red Construyamos de Concepción	Concepción
80	Junta de Vecinos N° 13 Nurel	Talcahuano	90	Vecinos de los Campamentos de Coronel y de Tomas de Terreno	Coronel
81	Movimiento Ciudadano Asamblea de Dichato	Tomé	91	Vecinos de los Campamentos de Dichato y de Tomas de Terreno	Tomé
82	Movimiento Social Ciudadano Inundados	Concepción	92	Villa San Francisco	Talcahuano
83	MPL Concepción	Concepción			

Source: Élaboration personnelle à partir du registre de mouvements locaux du MNRJ et de la FENAPO

Les deux mouvements, la FENAPO et le MNRJ, sont des « mouvements de mouvements », des « réseaux de réseaux, qui commencent à construire un nouveau sujet historique, pluriel et divers» (Houtart, 2010). Dans le cas de la FENAPO et du MNRJ, « de mouvements strictement revendicatifs, ils deviennent aussi des mouvements qui proposent des solutions, bénéficiant souvent de l'appui technique d'ONG, d'universitaires et de diplômés de diverses spécialités. Leurs exigences s'élargissent aussi. Loin de se limiter à des questions spécifiques directement liées à leurs besoins locaux, nombre de ces mouvements en viennent à critiquer les modèles de développement. Le fait de s'organiser en réseau explique, en partie, l'élargissement de cette vision locale vers une vision plus inclusive d'ordre universel » (Brasao Texaira, 2010). Les mouvements sociaux urbains se transforment du même coup en espaces d'éducation non formelle de la société civile, comme le suggère Gohn (2002).

Les mouvements de *pobladores*, (y compris les sans logis, « *allegados*[10] », surendettés et sinistrés) groupés dans la Fédération Nationale des *Pobladores* (FENAPO) avaient prévu d'annoncer leurs propositions de politiques urbaines de logement en mars 2010, lorsque Sebastián Piñera, un entrepreneur soutenu par la coalition de droite, allait assumer le mandat de président du pays. Mais à cause du séisme du 27 février 2010, ils ont fait leur apparition quelques semaines avant le changement de présidence. Ainsi, leur action directe, leur organisation et leur développement se sont construits à partir de l'action humanitaire pour venir en aide aux sinistrés, ce qu'eux mêmes ont qualifié d'une aide du « *peuple au peuple* »[11]. Cette action montre une dimension de résilience organique au niveau de la mobilisation des ressources.

L'apparition publique de la FENAPO a donc lieu en avril 2010 lors de sa première mobilisation de rue, face au Palais présidentiel, pour exiger une réunion avec le président de la République, puis en juin 2010, à travers les mobilisations de rue « *pour exiger l'accomplissement de divers engagements et donner à connaître ses positions en matière de logement social, de dette et de reconstruction* »[12]. Entre octobre et novembre 2010, une série de manifestations ont lieu en réaction aux annonces du Ministère du logement et de l'urbanisme visant à modifier la politique du logement en vigueur, dans le sens d'une baisse des subventions et d'une augmentation de la contribution des ménages. Après une série d'importantes

[10] *Allegados* : Le terme désigne les personnes qui, par manque de logement, se voient obligées de vivre chez leurs familles ou louer une pièce dans une maison

[11] La FENAPO a collecté de l'aide avec ses propres ressources et quatre jours après le tremblement de terre, des dirigeants de Santiago sont partis vers différentes localités touchées. Une relation a commencé à se tisser avec beaucoup d'organisations locales et elle s'est maintenue dans le temps. Nombreuses sont celles qui ont rejoint la FENAPO.

[12] « *700 pobladores de la FENAPO se sont mobilisés à Santiago* ». Journal El Ciudadano. Sur internet : http://www.elciudadano.cl/2010/06/04/22980/700-pobladores-de-la-federacion-nacional-de-pobladores-se-movilizaron-en-santiago/, Consulté le 24/08/12

mobilisations, le mouvement a réussi à obtenir en janvier 2011 la tenue d'un groupe de travail directement avec la Ministre de l'époque et ses conseillers les plus proches. La négociation s'est traduite par l'arrêt des annonces du ministère et l'engagement d'avoir le soutien du Ministère du Logement pour développer un projet de logements sociaux autogérés[13]. Ce succès d'une stratégie de résistance a mis en évidence les « *capabilities* » du mouvement social.

En parallèle, les mouvements de victimes du tremblement de terre et tsunami se sont articulés au sein d'un mouvement plus ample nommé Mouvement National pour la Reconstruction Juste (MNRJ). Un des évènements importants du mouvement a été la « Première rencontre nationale des sinistrés » qui a eu lieu le 5 octobre 2010 dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Habitat organisée à la « Villa Olímpica » de Santiago, un des lieux les plus touchés par le séisme de la Région métropolitaine de Santiago, et auquel ont participé de nombreuses organisations qui travaillaient sur le thème de la reconstruction dans leurs localités.

Figure 2. Manifestation du MNRJ et de la FENAPO " 1 année sans reconstruction" à côté du palais présidentiel de La Moneda au Santiago.



Source : photo de l'auteur, 08/03/2011

[13] Travail qui a été soutenu par l'Université du Chili avec le « Cabinet de Consultation FAU, architecture, habitat, communauté et participation. Sur internet : Consultorio.uchilefau.cl

Beaucoup de ces organisations ont participé à la « Rencontre nationale : expériences citoyennes pour une reconstruction juste» à Talca en janvier 2011. Deux faits importants ont eu lieu lors de cette rencontre : tout d'abord, les bases du premier document de proposition et de demandes citoyennes pour la reconstruction ont été élaborées dans un document intitulé « *Demande nationale pour une reconstruction juste* » (MNRJ, 2011b) qui a été formellement remis au palais présidentiel le 7 mars 2011, une semaine après la commémoration du premier anniversaire du séisme et tsunami. En second lieu, les organisations participantes ont décidé de donner naissance au Mouvement National pour la Reconstruction Juste, qui s'est transformé en l'un des principaux référents citoyens pour la défense des sinistrés du tremblement de terre et qui a permis de rendre visibles ces problématiques au niveau national.

Dans le cadre de l'émergence de ces deux nouveaux acteurs collectifs, la FENAPO représente « l'héritière » d'un mouvement social historique, à savoir, le mouvement des *pobladores* du Chili. En revanche, le MNRJ apparaît comme une réaction au processus de reconstruction, réaction des victimes du tremblement de terre alliées à des composantes du mouvement social historique des *pobladores*. Ces nouveaux mouvements sociaux apparaissent dans le contexte d'un État subsidiaire et néolibéral contesté. Face aux évidentes limites de celui-ci, surgissent de nouvelles demandes sociales, dans le sens de plus d'autonomie, de liberté et d'autogestion.

Conclusion : l'épuisement du modèle chilien, entre défis sociaux et politiques publiques fondées sur la justice spatiale

De nombreux auteurs, universitaires, journalistes ont parlé après le séisme et tsunami de 2010 d'un « tremblement de terre après le séisme » ou encore d'un « séisme social », en le liant surtout aux pillages qui suivirent les heures et jours après la catastrophe. Ce discours a entraîné, trois jours plus tard, la militarisation des zones sinistrées afin de répondre à ce supposé chaos, ce qui a fait revivre aux habitants de ces zones des images de la dictature militaire de Pinochet, avec un couvre-feu imposé, des arrestations et même des morts causées par la répression militaire pour maintenir « l'ordre public ».

José Luis Ugarte, universitaire chilien, se demandait quelques jours après le séisme : « pourquoi au Chili, dès que l'ordre se retire – lorsque le bras armé de la loi arrête de terrifier – les plus pauvres trouvent-ils légitime de piller et de prendre ce que par d'autres moyens – légaux - ils ne peuvent pas ? » Il répond en disant que « le sentiment d'injustice et d'exclusion clairement partagé par les couches populaires – ce que l'on a défini tant de fois comme étant une « scandaleuse inégalité » – fait que notre société est liée par le même ciment que celui de nos immeubles neufs qui aujourd'hui s'effondrent. (…). Le tremblement de terre a dénudé le capitalisme chilien en montrant honteusement ses pieds d'argile. Ni notre meilleure propagande, ni celle des organismes financiers ne peuvent cacher qu'à l'heure de répartir les bénéfices entre tous, nous ressemblons bien plus aux pays africains qu'aux pays du premier monde auxquels nous aimerions nous comparer » (Herreros, 2010).

Ainsi, dans cet article, nous avons démontré que le tremblement de terre a mis à nu le pays en montrant ses très fortes inégalités. Ce diagnostic est partagé par certains médias internationaux, peu de jours après la catastrophe, avec des titres comme « Malgré la force économique : le tremblement de terre a mis à nu la dette sociale du Chili » (Vregara, 2012) ou « Le tremblement de terre laisse à vif une profonde brèche sociale au Chili» (Fuentes, 2010).

Il faut toutefois situer cette émergence des mouvements sociaux urbains dans un contexte historique plus vaste et comprendre que les deux mouvements actuels (FENAPO et MNRJ) font partie du mouvement historique des *pobladores* au Chili. C'est de là que part notre hypothèse du double mouvement tellurique et social, le tremblement de terre étant bien un évènement catalyseur ou mobilisateur de processus qui étaient en cours, de manière souterraine. Les propositions et projets, notamment de la FENAPO, revendiquant plus d'autonomie et fondés sur l'autogestion, mettent en question la relation de dépendance assistancielle envers l'Etat, renforcée par les politiques néolibérales. Ce conflit témoigne d'une dialectique entre l'aliénation, résultant des politiques néolibérales, et les processus émancipatoires qui commencent à surgir dans les territoires. Les processus de résistance et de résilience se croisent, augmentant la complexité dialectique du problème.

La discussion en cours aujourd'hui concerne les projets du mouvement social, son impact sur les politiques publiques et la politique générale du pays. Barozet (2010) conclut l'un des ses articles en affirmant que "*l'impact de ces mobilisations sur les institutions est encore limité : les mouvements sociaux locaux au Chili, malgré leur diversité et leur pugnacité, n'ont pas réussi a créer un impact significatif sur le système politique ni sur les politiques publiques nationales ou locales, car elles n'ont pas encore réussi à mettre en place de nouvelles logiques institutionnelles et ne semblent pas non plus répondre à une réelle transformation de la structure d'opportunité politique*". Cette position est discutable car, comme nous l'avons expliqué dans ce travail, l'action des mouvements sociaux a clairement des impacts sociaux, bien que ceux-ci ne soient ni définitifs ni structurels. Nous voyons donc qu'un nouveau cycle politique s'ouvre, avec les mouvements sociaux comme acteurs incontournables.

Nous avons ainsi mis en évidence les résiliences des acteurs sociaux face à la catastrophe mais surtout les résistances du mouvement social face au néolibéralisme. Ces deux processus sont liés, si l'on regarde les trajectoires des deux mouvements de *pobladores* ces dernières années. Il convient à présent de voir les impacts qu'ils auront à moyen terme, surtout dans un contexte touché par les revendications sociales et avec une crise importante de la représentativité politique.

Les récentes convergences des différents mouvements sociaux doivent être considérés comme une variable nouvelle. Ainsi, dans une récente déclaration, *pobladores*, étudiants et travailleurs organisés affirmaient : « *nos luttes peuvent paraître dispersées, mais elles ont la même origine : le modèle économique, politique et social chilien, avec tout son fardeau d'injustices et de souffrances. Jusqu'à maintenant, le mensonge du jeu démocratique de la Concertation et de la droite*

avait réussi à contenir l'énorme désir de justice et d'égalité du peuple chilien. Cependant, aujourd'hui surgissent et s'articulent des organisations qui proposent la lutte directe, dans la rue, avec la force de la raison comme seul chemin pour vaincre ceux qui utilisent le pouvoir à des fins privées» (VVAA, 2012b). Cette convergence est à mettre en lien avec la naissance du parti politique *Igualdad*, issu du mouvement de *pobladores*. Il faudra attendre de voir, à court et moyen terme, quels seront les impacts de ces convergences et si la stratégie des mouvements sociaux consistant à participer à la démocratie représentative portera ses fruits.

La crise du modèle urbain et de la politique de logement montre comment l'agenda de la néolibéralisation continue d'être en vigueur, avec par exemple des tentatives pour étendre les limites urbaines de la Région métropolitaine de Santiago pour bénéficier des processus spéculatifs. Alors que le MINVU discute de la nouvelle politique de développement urbain, parallèlement, le mouvement de *pobladores* consolide sa vision qui, comme nous l'avons vu, a évolué de la revendication du droit au logement vers l'horizon plus large du droit à la ville.

A propos de l'auteur : Claudio Pulgar Pinaud, EHESS-Paris / University of Chile - Institut du logement INVI

Pour citer cet article : Claudio Pulgar Pinaud, « Quand la justice spatiale fait trembler la ville néolibérale. Le double mouvement tellurique et social dans le Chili d'après le tremblement de terre du 27 février 2010 », ***justice*** *spatiale* | *spatial* ***justice,*** n° 6 juin 2014, http://www.jssj.org

Bibliographie

BAROZET, Emmanuelle, « De la démobilisation au réinvestissement " local ". Mouvements sociaux locaux et territoires au Chili ». *Cahiers des Amériques latines,* n°66, 2011/1.

BRASAO TEXAIRA, Rubenilson et al., « El derecho a la ciudad: las luchas de los movimientos sociales urbanos y el papel de la universidad. El caso de la Vila de Ponta Negra- Natal, R. N », dans *Ciudad, sociedad y justicia: un enfoque espacial y cultural*, Musset, Alain et al, Mar del Plata, EUDEM, 2010.

BRENNER, Neil, THEODORE, Nik, « Cities and the Geographies of Actually Existing Neoliberalism », dans *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Malden, Blackwell Publishers, 2002.

CASTELLS, Manuel, *La ciudad y las masas*, *Sociología de los movimientos sociales urbanos*, Madrid, Alianza Editorial, 1986.

CHAMBRE CHILIENNE DU BATIMENT, 1991: 90-91, dans **RODRIGUEZ, Alfredo, SUGRANYES, Ana**, « El problema de vivienda de los con techo », *EURE Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, 30, n.° 91, 2004.

DOUGLAS, Mary, WILDAVSKY, Aaron, *Risk and culture. An essay on the selection of technological and environmental dangers*, Berkeley, University of California Press, 1983.

FOUCAULT, Michel, *Microfisica del poder,* Ediciones la piqueta, Madrid, 1980.

FUENTES, Manuel, « El terremoto deja al descubierto la profunda brecha social de Chile », *El Mundo*, España, 08.03.2010.

GARCES, Mario, *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales en América Latina y Chile*, Santiago, Lom Ediciones, 2012.

GARCIA ACOSTA, Virginia, « El riesgo como construcción social y la construcción social de riesgos », *Revista Desacatos*, No 19, 2005.

GILBERT, Alan, « Poder, Ideología y el Consenso de Washington: Desarrollo y Expansión de la Política Chilena de Vivienda », *Revista INVI,* No 47, 2003.

GOHN, Maria da Gloria, *Movimentos sociais: espaços de educaçao nao-formal da sociedade civil, Universia*, Rede de universidades, red de oportunidades, 2002.

HARVEY, David, « Neoliberalism as Creative Destruction ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 610; 21, 2007.

HARVEY, David, *Spaces of neoliberalization: towards a theory of uneven geographical development*, Department of Geography, University of Heidelberg, 2004.

HERREROS, Francisco, « Chile: las razones del terremoto social o el país que hemos construido », *El Siglo,* 6-3-2010.

HOUTART, François, "De la resistencia a la ofensiva en América Latina: cuales son los desafíos para el análisis social", *Cuadernos del Pensamiento Crítico Latinoamericano,* Nº 26, CLACSO, 2010.

INDH, *27F: Estudio sobre la reconstrucción post terremoto desde una perspectiva de derechos humanos,* Instituto Nacional de Derechos Humanos, Estado de Chile, 2012.

LEFEVBRE, Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, *2000* [*1974*].

MASSIAH, Gustave, « Les politiques urbaines dans la crise de la mondialisation », dans *Délogeons la crise ! Le logement en Europe*, Mathivet, Charlotte, Passerelle, No 7, 2012.

MAYOL, Alberto, *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*, Lom, Santiago, 2012.

MINVU, « Conceptos básicos para la formulación de la Política Nacional de Desarrollo Urbano *», EURE Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, 8, 1981a.

MINVU, « Política Nacional de Desarrollo Urbano », *EURE Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, 8, 1981b.

MINVU, *Presentación ante la reunión Regional sobre Financiamiento y administración de los Asentamiento Humanos, México, D.F.* Santiago, MINVU, 1978.

ONU- HABITAT, *Elaboration d'un profil de projet post tremblement de terre au Chili*, ONU, Septembre 2010.

MNRJ, *Informe para la Relatora Especial de Naciones Unidas para el Derecho a la Vivienda Adecuada. El terremoto-tsunami del 27 de febrero 2010 y los procesos de reconstrucción en Chile*, inédit, Septembre 2011a.

MNRJ, *Demanda Nacional por una Reconstrucción Justa, Talca 31 de enero*, inédit, 2011b.

MUSSET, Alain (dir.), *Ciudad, sociedad, justicia: un enfoque espacial y cultural,* Eudem, Universidad Nacional de Mar del Plata, 2010.

MUSSET, Alain, *¿Geohistoria o geoficción? : Ciudades vulnerables y justicia espacial*, Editorial Universidad de Antioquia, 2009.

OLIVER-SMITH, Anthony, *Catastrophe & Culture: The Anthropology of Disaster,* School of American Research Advanced Seminar Series, 2002.

PEREZ, Marcelo, « El fracaso ideológico de la reconstrucción », *Blog de la República*, 2011.

PULGAR, Claudio, « Espacializar los derechos. El movimiento por el derecho a la Ciudad », *INVI Opina*, 2008.

PULGAR, Claudio, « La ciudad neoliberal en Chile: Entretien avec Claudio Pulgar par Stephan Barthel », *Vivienda al Día, Blog de l'Institut du Logement de la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili*, 2010.

PULGAR, Claudio et MATHIVET, Charlotte, « Le Mouvement de Pobladores en Lutte: les habitants construisent un lieu pour vivre à Santiago », dans *Villes pour toutes et tous. Pour le droit à la ville, propositions et expériences*, Sugranyes, Ana et Mathivet, Charlotte, Habitat International Coalition (HIC), 2011.

PULGAR, Claudio, « La revolución en el Chile del 2011 y el movimiento social por la educación », *La Sociología en sus escenarios*, No. 24, 2012a.

PULGAR, Claudio, « A dos años del 27F: réplicas de un movimiento telúrico y social », *Planeo*, No 3, 2012b.

QUIJANO, Aníbal, « Alternative Production System? », dans *Another Production is Possible, Beyond the Capitalist Canon,* Boaventura de Sousa Santos (Ed), Verso, 2006.

ROLNIK, Raquel, *Informe de la Relatora Especial sobre una vivienda adecuada como elemento integrante del derecho a un nivel de vida adecuado y sobre el derecho de no discriminación a este respecto,* Conseil droits de l'homme 16º période séances, Tema 3 de la agenda, 20 de diciembre, 2011.

RODRIGUEZ, Alfredo, RODRIGUEZ, **Paula,** *Santiago, una ciudad neoliberal,* Organización Latinoamericana y del Caribe de Centros Históricos (OLACCHI), Quito, 2009.

RODRIGUEZ, Alfredo, SUGRANYES, Ana, « El problema de vivienda de los con techo », *EURE Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, 30, n.° 91, 2004.

RUIPEREZ, Rafael, *¿Quién teme a los pobladores? Vigencia y actualización del Housing by people de John Turner frente a la problemática actual de hábitat popular en América Latina*, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Artes, Bogotá, 2006.

SABATINI, Francisco, « Reforma de los mercados de suelo en Santiago, Chile: efectos sobre los precios de la tierra y la segregación residencial », *EURE Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales*, 26, n.º 77, 2000.

SOJA, Edward, « La ville et justice spatiale », dans *Justice et injustices spatiales*. Bret, Bernard et al. (dir), Presses Universitaires de Paris Ouest, 2010.

SOTO, Loreto, « Aumento de la pobreza post terremoto: El costo que pagaron los pobres », *Replica*, 29.01.2011.

SUGRANYES, Ana, « La reconstrucción social del subsidio habitacional », dans *El camino posible. Producción social del hábitat en América Latina*, VVAA, Ediciones Trilce, Montevideo, Uruguay, 2012.

SUR, *Hechos Urbanos, bulletin d'information et d'analyse*, Santiago de Chile, Centro de Documentación SUR, V. 35, août, 1984.

MCCABE, Terrence, « The Role of Drought among the Turkana of Kenya", dans *Culture and Catastrophe,* Oliver-Smith, Anthony and Hoffman, Susanna, eds. School of American Research Press, 2002

VVAA, *Manifiesto Historiadores: Revolución anti-neoliberal social/estudiantil en Chile*, inédit, 2011.

VVAA, *The neoliberal city: a credible thesis? International Symposium*, Université de Lyon, 2012a.

VVAA, « Chile. Organizaciones sociales se unifican: La protesta popular como una alternativa legitima de lucha », *Kaos en la red*, 2012b.

VERGARA, Carlos, « El terremoto dejó al desnudo la deuda social de Chile », *Journal La Nación*. Argentina, 07.03.2012.